



Le mardi 06 mai 2008

La résidence du premier ministre tombe en ruines

Presse Canadienne
Ottawa

La résidence officielle du premier ministre à Ottawa tombe en ruines, ses vitres sont lâches, son câblage électrique date des années 1950, sa plomberie est déficiente, sa cuisine n'est pas fonctionnelle et il faudrait investir près de 10 millions \$ pour la remettre à niveau, révèle la vérificatrice générale dans un rapport rendu public mardi.

La maison de 34 pièces complétée en 1869 n'a pas été rénovée depuis son acquisition par le gouvernement du Canada, à la fin des années 1940.

«Le seul élément en bon état de l'enveloppe extérieure du 24, Sussex, est la toiture, car celle-ci a été refaite en 1998, peut-on lire dans le rapport. Les autres éléments sont en mauvais état ou dans un état passable.»

D'après la vérificatrice, les lacunes constatées affectent le confort des occupants, accroissent les coûts et risquent même de compromettre la capacité du premier ministre de recevoir dignement les dignitaires étrangers.

Quelque 60 pour cent de la superficie de la maison est en effet constituée d'aires publiques où se tiennent réceptions, réunions de haut niveau et cérémonies commémoratives.

La Commission de la capitale nationale (CCN), qui administre le 24, Sussex, dit avoir en poche les millions nécessaires. Il lui reste maintenant à convaincre les occupants de la maison de déménager pendant les rénovations, qui pourraient durer 15 mois.

La première dirigeante Marie Lemay a toutefois indiqué mardi que la question n'avait pas encore été abordée avec le premier ministre Stephen Harper et sa famille, qui occupent actuellement la propriété.

Pour le moment, la commission tente en effet de dénicher un autre bâtiment qui pourrait les abriter temporairement.

Mme Lemay a reconnu que le coût des réparations pourrait être plus élevé que prévu, comme c'est souvent le cas avec les bâtiments patrimoniaux.

Elle a cependant assuré qu'il était absolument hors de question de démolir la résidence construite il y a près de 150 ans par le député Joseph Merril Currier, pour reconstruire à neuf.

La vérificatrice générale n'est pas la première à dénoncer le piètre état de la résidence officielle du premier ministre.

Mais en dépit de l'urgence de la situation, les choses ne bougent pas vite. Les politiciens craignent en effet qu'on leur reproche d'investir l'argent des contribuables pour améliorer leur confort, eux qui vivent déjà dans un luxe inaccessible à la majorité.

Le premier ministre a d'ailleurs laissé savoir dès le dépôt du rapport que lui et sa

famille étaient très bien au 24, Sussex.

D'après l'attaché de presse Dimitri Soudas, ils trouvent que la résidence «répond bien à leurs besoins et ne croient pas qu'un programme de rénovations d'envergure soit nécessaire pour le moment».

«Les Harper ne planifient pas quitter le 24 Sussex d'ici la prochaine élection», a-t-il indiqué.

Ce n'est cependant qu'une objection de principe, puisque la CCN dit avoir besoin d'au moins six mois pour préparer le chantier. Les travaux ne débuteront donc vraisemblablement pas avant le prochain scrutin.

«On ne peut pas être là demain matin de toute façon, a souligné Mme Lemay. L'important c'est qu'on puisse enclencher le processus.»

La directrice ne s'attend d'ailleurs pas du tout à ce que les travaux soient repoussés à nouveau ou à ce que l'affaire dégénère en conflit avec le premier ministre.

La résidence où vivent Stephen Harper et sa famille est voisine de celle de la gouverneure générale, Rideau Hall, qui a elle aussi besoin de rénovations majeures, en dépit des millions qui y ont été injectés au cours des dernières années.

La CCN évalue qu'il en coûterait environ 12 millions \$ pour refaire les murs de la résidence principale, rénover les 27 autres bâtiments situés sur la propriété et améliorer les égouts, entre autres.

Les quatre autres résidences officielles dont la CCN est responsable sont en meilleur état. Il s'agit de Stornoway, où vit le chef de l'opposition officielle, de la résidence secondaire du premier ministre au Lac Mousseau, de la Ferme à Kingsmere, et du 7, Rideau Gate, où le gouvernement loge parfois les dignitaires étrangers.

C'est aussi le cas de la résidence d'été de la gouverneure générale à la Citadelle de Québec, qui est gérée par le ministère des Travaux publics.